

Monsieur Jean Spautz
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 26 avril 2004

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que je souhaite poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de la Santé:

Le rapport d'activités 2003 du Ministère de l'Environnement renseigne qu'au cours de l'année scolaire 2000/2001 une étude sur l'indice de masse corporelle a été menée à bonne fin chez les élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique. Elle a révélé que 25% des élèves de l'enseignement secondaire luxembourgeois disposent d'un excès de poids et que 10% des garçons et 8,33% des filles souffrent même d'obésité.

Considérant ces chiffres alarmants et sachant d'une certaine corrélation entre l'obésité et les maladies cardio-vasculaires, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

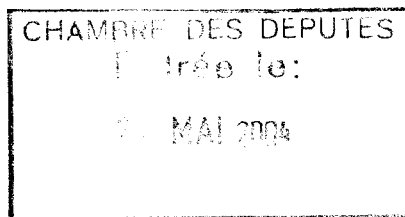
1. Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de chiffres comparables d'autres pays de l'Union européenne? Peut-il me renseigner comment la jeunesse luxembourgeoise se place dans une telle comparaison?
2. Quelles sont les mesures de prévention que Monsieur le Ministre entend prendre (cours d'hygiène alimentaire, examens biométriques réguliers à l'école, éducation physique)?
3. Est-ce qu'il est programmé de répéter une telle étude dans un futur proche afin d'obtenir des chiffres comparables? Est-ce que Monsieur le Ministre ne juge pas intéressant d'inclure les élèves de l'enseignement primaire dans la prochaine étude?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Nancy Arendt
Députée



MINISTÈRE DE LA SANTÉ



21 mai 2004

**Réponse du Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale
à la question parlementaire N° 2715 de Madame la députée Nancy ARENDT
relative à la surcharge pondérale et à l'obésité auprès des adolescents.**

L'honorable parlementaire part d'une étude faite au cours de l'année scolaire 2000/2001 sur l'indice de masse corporelle parmi les élèves de certaines classes de l'enseignement secondaire et publiée au rapport d'activités 2003 de mon Ministère pour demander comment la jeunesse luxembourgeoise se situe à cet égard dans une comparaison internationale.

Chez l'enfant et l'adolescent le pourcentage de masse grasse, dont le BMI (body mass index ou IMC indice de masse corporelle) est le reflet, varie au cours de la croissance, d'où la nécessité de se référer à des courbes retraçant l'évolution du BMI au cours de la croissance. A l'exception d'études très récentes qui utilisent les normes internationales (IOTF), les enquêtes anthropométriques publiées concernant les pays européens sont difficiles à comparer entre elles.

Outre les normes internationales, d'application plus récente, il existe entre autres des courbes de référence françaises et des normes américaines (CDC Growth charts). Ces dernières ont été utilisées pour l'étude luxembourgeoise.

A côté de l'absence de normes uniformes il y a encore l'absence de standardisation pour les tranches d'âge mesurées qui cause problème. C'est ainsi notamment que les modalités appliquées pour arrondir les âges (vers le haut ou vers le bas) diffèrent.

Par ailleurs les études européennes concernent souvent une ville ou une région. Finalement des variations assez sensibles peuvent être dues aux ordres d'enseignement pris en compte pour l'étude.

Une extrême prudence est donc de mise pour toute comparaison internationale dans le présent domaine.

Toujours est-il qu'une étude faite pour le compte de mon Ministère par le CRESIS s'est employée à établir une comparaison entre des données françaises et les données luxembourgeoises, toutes récoltées en 2000/2001, en les raccordant aux normes internationales (IOTF). Selon cette étude tant la surcharge pondérale que l'obésité constatées au Luxembourg sont nettement supérieures à celles relevées en France. Les chiffres luxembourgeois, transposés aux normes IOTF, se rapprocheraient plutôt des chiffres canadiens.

Des mesures pour lutter contre le phénomène du surpoids peuvent être prises au niveau de différents Ministères.

En ce qui concerne mon département la Direction de la Santé a pris les mesures suivantes :

- Dans le cadre de la **médecine scolaire**

a) L'éducation à la santé

Lors des examens médicaux scolaires, les élèves présentant une surcharge pondérale reçoivent des conseils individualisés concernant une alimentation saine et équilibrée. L'apport calorique des différentes composantes de l'alimentation leur est expliqué. Une brochure leur est distribuée ainsi qu'une pyramide alimentaire, ce qui leur permet de mémoriser les conseils reçus et d'en faire part aux membres de leur famille. Des affiches prônant l'alimentation saine peuvent être suspendues dans les salles d'attente ou les salles d'examen. Elles servent à l'information et à la sensibilisation collectives.

En outre, il est conseillé de remplacer des activités de loisirs « sédentaires » (télévision, jeux-vidéo) par des activités sportives : la natation, la marche, les jeux en plein air etc.

b) Le dépistage de l'obésité

Si, lors des examens médicaux scolaires, une surcharge pondérale ou une obésité sont constatées, les parents de l'élève mineur (respectivement la personne responsable) en sont informés moyennant un avis écrit. L'élève est invité à consulter le médecin de son choix en vue d'un traitement adapté. Il est informé également de la possibilité de s'adresser à une diététicienne pour l'établissement d'un régime alimentaire équilibré mais légèrement hypocalorique lui permettant de maigrir lentement et en toute sécurité.

Il faudra éviter que certains jeunes basculent dans un comportement alimentaire malsain qui induit un amaigrissement excessif et conduit à un état d'anorexie préjudiciable pour leur santé physique et psychique.

Pour des obésités importantes une surveillance accrue des suites données à l'avis de dépistage a été instaurée. L'assistante d'hygiène sociale se met en contact avec les parents de l'élève concerné pour expliquer les différentes modalités de prise en charge possibles.

- Dans le cadre de la **médecine préventive**

Plusieurs actions ont été entreprises en matière de restauration scolaire à savoir :

- participation régulière d'une diététicienne aux réunions des commissions de restauration des différents établissements scolaires et des communes,
- analyse des menus soumis pour avis par les firmes responsables de la livraison des repas,
- promotion du guide pratique de la restauration scolaire lors de différentes conférences.

En outre le stand de la direction de la Santé au salon de printemps du 8 au 16 mai 2004 a porté sur une alimentation saine et équilibrée.

Quant à la reproduction d'études similaires dans le futur, il faut savoir que la division de la médecine scolaire enregistre annuellement le poids, la taille, l'âge, le sexe, l'établissement scolaire, le régime d'enseignement et le pays d'origine des élèves examinés dans l'enseignement secondaire et secondaire technique sans néanmoins procéder chaque année à l'élaboration d'une étude BMI (body mass index). Il est envisagé de la répéter environ tous les 5 ans en appliquant les normes du CDC et de OITF. Ceci permettra de constater des tendances vers un accroissement respectivement une stabilisation ou une diminution des pourcentages d'obésité et de surcharge pondérale ainsi que d'évaluer si les mesures entreprises ont été efficaces. L'application des normes OITF permettra une comparaison au niveau européen et international.

L'extension de l'étude BMI aux élèves de l'enseignement primaire est théoriquement envisageable. Elle est plus difficile à réaliser sur le plan pratique parce que les professionnels de santé qui encadrent les élèves de l'enseignement primaire ne font pas partie de la division de la médecine scolaire mais dépendent soit de la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Actions médico-sociales soit des services médicaux scolaires établis dans différentes communes.